

Le congrès de l'Association of Nigerian Authors : la liberté d'une association

POUR les Lagosiens, le Théâtre national a l'air d'une casquette militaire ; pour nous, il ressemblerait plutôt à un stade de hockey sur glace étrangement transplanté sous ces latitudes... C'est là que l'Association des écrivains nigériens a tenu en novembre 1987 son septième congrès annuel. Née en 1981, pendant ce que l'on appelle ici « l'ère politique », l'Association n'a pas disparu avec elle, au moment du coup d'État qui, en 1984, a ramené les militaires au pouvoir. Elle a cependant souffert, et la même année, à l'occasion du Congrès de Maiduguri, les écrivains ont eu à subir les discours des hommes en place ; c'était le moment du décret 4 qui permettait d'emprisonner les hommes de plume qui déplaisaient. Et les « jumeaux infernaux », le président général Buhari et son second Idiagbon, ne s'en privaient pas...

Une pluie de prix

En 1985, une révolution de palais a porté au pouvoir le général Babangida, le décret a été supprimé et un état de grâce s'est établi entre les écrivains et le pouvoir. Certes tout n'a pas été sans mal. Un autre général, poète à ses heu-

res, ministre du Territoire fédéral, voulait créer une cité des écrivains dans le Brasilia nigérian, à Abuja... Deux mois après qu'il ait remis les clés de ce premier village d'écrivains à Chinua Achebe, alors président de l'Association, il était arrêté et fusillé. Au congrès suivant, une minute de silence à sa mémoire a été observée : c'était en 1986, qui est pour l'instant la grande année de l'Association : Wole Soyinka a obtenu le prix Nobel, Niyi Osundare, le prix de poésie du Commonwealth ; enfin, en 1987, Chinua Achebe a été finaliste du prix Booker.

L'Association décerne ses propres prix, et leur prestige n'est pas mince : il fallait voir l'intérêt des jeunes écrivains à l'annonce des prix de l'année 1987 pour en être facilement persuadé. Celui pour la fiction a été attribué à Festus Iyayi, par ailleurs secrétaire général du syndicat des professeurs d'Université et excellent romancier ; celui du théâtre est allé à Bode Sowande et celui de la poésie, que les jeunes convoitent, à Okinba Launko, un inconnu, dont on devait apprendre qu'il s'agissait en fait du pseudonyme d'un écrivain et d'un journaliste très connu, Femi Osofisan.

En outre, l'Association a été chargée par un de ses plus émi-

nents membres, Wole Soyinka, d'attribuer le prix Okigbo, décerné à un poète africain et doté sur le montant du prix Nobel. Un jury a été constitué parmi les membres de l'ANA. Jean-Baptiste Tati Loutard, ministre congolais de la Culture, des Arts et de la Recherche scientifique, a obtenu le prix pour son dernier recueil intitulé : *La Tradition du songe*, publié chez « Présence africaine ». Le récipiendaire est un homme qui honore le prix et le jury : comme Christopher Okigbo, il ne dissocie pas l'écriture de l'action, mais il ne confond pas le militantisme avec la prédication : dans sa citation, le jury a salué la forte « présence de la nature » dans une langue subtile et travaillée.

Tous les succès internationaux des membres de l'ANA ont renforcé son audience et sont venus à point nommé pour faire en partie oublier le fâcheux épisode du flirt avec un complotier ambitieux. Or la force de l'Association est son indépendance, difficile à comprendre dans le contexte de l'Afrique francophone. Le gouvernement nigérian n'a plus de slogan miracle : la « révolution éthique » et la « guerre contre l'indiscipline » ont fait long feu, et le pouvoir souhaite garder de bonnes relations avec les écrivains qui disposent de nombreuses tribunes dans la presse. Le soutien de l'opinion publique est indispensable pour faire accepter un programme « d'ajustement structurel » draconien.

Des écrivains libres...

Wole Soyinka a montré la voie en se prêtant de bonne grâce aux honneurs que le gouvernement lui a rendus. L'impact positif des déclarations du prix Nobel a été

très grand à l'étranger, et ici le pouvoir a vu tout le parti qu'il pouvait tirer de tels attachés de presse... Il faut donc que les écrivains soutiennent, de leur propre gré, l'effort inouï qui est demandé aux Nigériens et qu'ils s'engagent dans les combats pour l'acceptation des sacrifices que réclame le redressement économique : en un an, le retour au marché libre des changes a dévalué la monnaie de 400 % ; les prix du pain, de l'essence, des journaux ont doublé, et voici que le gouvernement tente de supprimer la subvention à l'essence, qui est de 80 % de son prix de revient. Tout cela, alors que les salaires sont bloqués et que les entreprises publiques dégraissent leurs effectifs. Le vaste débat national, engagé dans la presse sur ces questions à la fin de 1985, avait montré la force du sentiment nationaliste, hostile à tout accord qui aurait paru dicté par le FMI : après cette longue explosion d'indignation verbale, qui a fait l'effet d'une heureuse catharsis, les décisions ont été prises, et elles ont été acceptées.

La mobilisation pour sortir de la crise demande la collaboration de tous. Sur tous les fronts, les intellectuels se sentent requis. Dans la bataille pour l'éducation, par exemple : un gigantesque marché potentiel — 14 millions d'élèves — existe ; encore faut-il du papier et de l'encre ! Or si la fin du contrôle des changes, qui accompagnait naturellement le programme d'ajustement, a théoriquement rendu les devises disponibles directement, l'effondrement de la monnaie qui s'en est suivi les a rendues, de fait, inaccessibles.

Seules les entreprises très prospères peuvent s'en procurer, et les petits éditeurs ne sont pas encore dans cette catégorie. Partout circu-

lent des manuscrits polycopiés à quelques exemplaires : les jeunes écrivains tambourinent à la porte des éditeurs et souhaitent obtenir le soutien de l'Association. Il faut en somme qu'elle se transforme : du club littéraire regroupant les grands noms de la littérature, elle est appelée par une partie de ses membres à devenir un syndicat qui défende leur cause face au gouvernement. Le débat organisé sur le thème de « Littérature et développement économique », lors du congrès, donnait un témoignage éloquent de ce changement d'état d'esprit. Écrivains et éditeurs présents réclamaient l'aide de l'État : création de prix, bourses d'écrivains, subventions, tout un programme qui est en somme celui de notre Centre national des lettres, mais dans un contexte bien différent. Ainsi tel jeune écrivain a-t-il pu interpeller le directeur de cabinet du Ministre, un colonel venu en uniforme, et lui brandir une revue chinoise vendue 2 nairas, à un prix déflant toute concurrence, pour demander que l'État s'inspire de la Chine et crée une maison d'édition nationale. Le Colonel a eu beau jeu de rétorquer que l'heure était plutôt au démantèlement des entreprises publiques, et que dans les pays comme la Chine les unions d'écrivains étaient des organes du Parti : les productions de livres échappaient aux lois du marché pour tomber sous celles de la censure : était-ce ce que voulait son interlocuteur ? Les appels au gouvernement ne venaient certes pas de tous les participants, et il s'en est trouvé pour se féliciter de ce qu'une telle maison d'édition nationale n'existât point. Un tel organisme n'aurait rien de plus pressé que de faire mettre, par ses collègues du ministère de l'Éducation, les livres qu'il éditerait au pro-

gramme, ce qui achèverait de ruiner les autres éditeurs... De plus, pour faire respecter le « caractère fédéral », des pressions multiples, venues du Nord, de l'Est, de l'Ouest, etc., accompliraient, en toute bonne conscience nationale, la promotion de la médiocrité... « *Je ne laisserai pas critiquer ainsi notre gouvernement ; nous sommes un gouvernement populiste, soucieux du peuple ; toutes vos insinuations sont sans fondement, mon jeune ami...* » a répondu en s'esclaffant le Colonel, sous les rires et les applaudissements de l'assistance.

Littérature et développement

Il faut pourtant que le gouvernement aide les écrivains. Plusieurs éditeurs ont demandé que soient mis en place de nouveaux prix dont le montant serait suffisant pour permettre aux écrivains de prendre une année sabbatique. Forte d'une centaine de membres, l'Association peut à peine financer ses propres prix : la grande majorité de ses membres a d'importants retards de cotisations, comme le montre la liste impitoyable distribuée à tous les participants au congrès. Acte de foi en la démocratie associative, que bien peu d'associations, y compris dans notre pays, oseraient se permettre !

Le ministère aidera l'association à s'implanter à Lagos. C'est en fait aujourd'hui la presse qui est le véritable mécène de l'association. Le *Guardian* abrite le bureau local de l'ANA, son journal est composé sur les machines de *Newswatch*, et tout cela revient à une subvention de plusieurs dizaines de milliers de francs. La presse a besoin de la copie des écrivains et le gouvernement aura fort à faire pour suivre

le rythme. L'Association est en effet très représentative des écrivains nigériens : largement ouverte sur tout le pays, elle a, de fait, un caractère fédéral, même si le Nord y est peu présent... Comme l'a montré un séminaire organisé à Kano, en août, l'absence d'une littérature en anglais au Nord vient sans doute de la relative faiblesse numérique de l'enseignement de la langue dans cette partie du pays ; à moins que ce ne soit, comme le suggérait un jeune écrivain du Nord, parce que la critique n'est pas possible dans un milieu islamique conservateur, et que cela ne vaut rien pour la création. La plupart des membres de l'ANA écrivent en anglais, même si les statuts proclament évidemment la nécessité de défendre les littératures orales et les langues nigérianes, qui ont pour certaines d'entre elles, comme le yoruba ou l'ibo, d'importantes littératures imprimées.

Les questions de langue ne font pas partie des préoccupations immédiates : le pragmatisme de Wole Soyinka a depuis longtemps fait école. Tout ce qui est revendiqué

est la liberté d'écrire un anglais nigérianisé, comme en témoigne le succès étonnant de Ken Saro Wiwa qui raconte, dans *Sozaboy*, sa guerre civile avec une verve picaresque. Ken Saro Wiwa écrit pour la télévision, où il produit *Basi and Kompani* une série vendue partout dans le pays ; il a aussi créé sa propre maison d'édition et c'est à lui que l'animation du débat sur la littérature et le développement économique avait été confiée. Son roman publié en deux éditions : l'une reliée, l'autre brochée, en est déjà à son deuxième tirage ; c'est lui qui expliquait aux jeunes écrivains comment traiter avec les éditeurs. Ken Saro Wiwa n'est sûrement pas, à la différence de Tutuola, un naïf. L'écrivain multimedia est né au Nigeria. 20 ans après sa disparition, sous le feu de la guerre, la littérature d'Onitsha renaît : ce qui est bon pour la lecture est sûrement, dans un pays comme le Nigeria, bon pour la littérature...

Alain Ricard